

Affaires courantes

[Traduction]

L'ÉCONOMIE

L'hon. John Manley (ministre de l'Industrie, Lib.): Madame la Présidente, conformément au paragraphe 32(2) du Règlement, je dépose dans les deux langues officielles un document intitulé *L'innovation: La clé de l'économie moderne*.

J'aurai quelques observations à faire sur ce document.

* * *

• (1505)

[Français]

LA CRÉATION D'EMPLOIS ET LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE

L'hon. John Manley (ministre de l'Industrie, Lib.): Madame la Présidente, avant de commencer, j'aimerais joindre ma voix à celle de la vice-première ministre concernant les remarques qu'elle a faites plus tôt aujourd'hui pour souhaiter au chef de l'opposition et à sa famille beaucoup de courage pour son rétablissement.

Au nom de mes collègues du Cabinet, je dépose aujourd'hui le quatrième volet du programme du gouvernement visant la création d'emplois et la croissance économique. Ce plan présente plus de trente mesures concrètes nécessitant la participation de dix ministres et leurs ministères, afin, et je cite le premier ministre: «... d'aider à créer un climat au sein duquel les entreprises pourront créer plus d'emplois pour les Canadiens.»

Mais, avant de broser le tableau des initiatives qui nous attendent, laissez-moi vous rappeler la situation que nous connaissions, il y a à peine plus d'un an, au moment où ce gouvernement est entré en fonctions.

[Traduction]

Nous nous trouvions face à un taux de chômage de 11 p. 100, la confiance que le monde des affaires avait dans l'économie était plus qu'aléatoire, tandis que celle des consommateurs était très faible. Après deux ans d'une timide relance économique, sans vraie reprise de l'emploi, les Canadiens au travail étaient en bien plus petit nombre et l'économie canadienne se caractérisait par une production de biens et de services moindre qu'au début de la décennie.

Comme gouvernement, notre première priorité a été de nous mettre à la tâche avec les autres ordres de gouvernement et avec le secteur privé, pour déclencher une véritable relance de l'économie. Dès les premières semaines de notre mandat, nous avons pris des mesures concrètes dont le Programme national des infrastructures n'a pas été la moindre. Notre leadership et nos interventions auront porté fruit. La confiance générale n'a pas cessé de croître, et dans l'ensemble du panorama économique du pays, les conditions n'ont cessé de s'améliorer.

Le plus important de tout cela, c'est de pouvoir maintenant constater l'accroissement du nombre des Canadiens qui ont trouvé un emploi. Depuis le début de notre mandat, 414 000 emplois ont été créés, par les Canadiens, pour des Canadiens. Il y a à peine un an, les observateurs prédisaient un taux de chômage stable, de plus de 10 p. 100, jusqu'en l'an 2000. Depuis vendredi dernier, nous avons réussi à vaincre le cap psychologique des 10 p. 100 du taux de chômage au Canada, de sorte qu'aujourd'hui, il s'établit

à 9,6 p. 100. Mais notre gouvernement estime qu'il nous incombe de faire mieux que simplement redonner à l'économie ce qu'elle avait perdu avec la dernière récession.

Les cycles de récession et de reprise, au cours des trois dernières décennies, nous indiquent des tendances dont il faut s'inquiéter. Une décennie après l'autre, le taux de chômage moyen a augmenté, la productivité a ralenti et, dans ces conditions, les revenus réels des Canadiens ont cessé de croître.

[Français]

Le temps est venu de renverser la vapeur. Le temps est arrivé de nous attaquer au taux de chômage moyen pour le réduire de façon permanente. C'est maintenant le temps d'augmenter la productivité, car c'est cela qui augmentera les revenus réels. Mais nous n'y parviendrons pas par un simple souhait ou même par une déclaration. Ce qu'il faut, au Canada, c'est un gouvernement qui prenne des mesures décisives, un patronat et un monde syndical qui sachent investir avec sagesse et, enfin, qui nous permettent de travailler et de progresser ensemble.

[Traduction]

Le gouvernement prend les mesures décisives qui s'imposent. C'est la raison pour laquelle nous avons entrepris un examen complet, en profondeur, de nos programmes sociaux. C'est la raison pour laquelle le ministre des Finances a présenté un nouveau cadre de la politique économique du Canada. C'est la raison pour laquelle le gouvernement passe au peigne fin chaque programme de chaque ministère et organisme fédéral. C'est la raison pour laquelle le gouvernement s'est engagé à ramener le déficit à 3 p. 100 du produit intérieur brut, peu importe les événements qui pourraient nous distraire de notre objectif. Et c'est aussi la raison pour laquelle je dépose aujourd'hui le plan d'action intitulé *L'innovation: la clé de l'économie moderne*.

Je dois d'emblée reconnaître que ce plan va en décevoir certains. Ce plan décevra ceux qui estiment que le gouvernement est omnipotent, et qu'il doit tout faire. Une telle démarche définit le succès des programmes économiques en fonction de budgets de plus en plus gros, et non en fonction d'une intervention gouvernementale plus efficace. C'est une approche que je rejette.

Ce plan désappointera également ceux qui estiment que le mieux que peut faire le gouvernement, c'est de ne pas intervenir. Cela n'est pas le point de vue de notre gouvernement. Nous estimons qu'en matière d'économie, le leadership du gouvernement peut contribuer à la réussite économique.

• (1510)

La pierre angulaire du plan *L'innovation: La clé de l'économie moderne* repose sur la reconnaissance du fait que la création d'emplois incombe au secteur privé, et non au gouvernement. Ce que peut faire le gouvernement, par contre, c'est de rendre le climat propice aux entreprises, pour qu'elles créent les emplois.

Comment un bon gouvernement peut-il s'y prendre pour influencer le climat? La toute première stratégie demeure d'assainir le cadre dans lequel l'économie peut évoluer. Les entreprises doivent pouvoir compter sur un meilleur accès aux méthodes de financement dont elles ont besoin pour croître. Elles ont besoin de pouvoir évoluer dans un cadre de relations industrielles plus coopératives et moins antagonistes. Elles ont besoin de programmes gouvernementaux moins nombreux et plus efficaces. Elles ont besoin d'évoluer dans un cadre réglementaire qui tienne